

La Jordanie, par ses décisions politiques et économiques, est un exemple de modération et de modernité au Proche-Orient. Dans un environnement régional marqué par les crises, elle s'efforce de préserver sa stabilité et son identité.

Le développement durable est « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs », citation de Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre norvégien (1987).

En 1992, le Sommet de la Terre à Rio, tenu sous l'égide des Nations unies, officialise la notion de développement durable et celle des trois piliers (économie/écologie/social) : un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable.

Comme les autres pays émergents, la Jordanie doit faire face aux enjeux du développement durable. La Jordanie est un pays dont les ressources sont faibles. Pour cela, le gouvernement a mis en œuvre (pour satisfaire ces besoins électriques) des énormes exportations en hydrocarbures. Ce besoin affecte très fortement à l'économie du pays qui doit satisfaire les grandes métropoles du pays comme Amman.

Or pour rompre sa dépendance, le gouvernement jordanien met fin aux subventions destinées aux ressources pour créées de l'électricité, privatisant le secteur et développant de nouvelles sources de production valorisant des énergies renouvelables (solaire, éolien, à plus long terme nucléaire). Ces orientations très volontaristes se traduisent par une redéfinition du rôle des acteurs étatiques

La Jordanie veut développer de nouvelles sources de production d'énergies et que celles-ci soient renouvelables. Ceci va permettre une moindre dépendance économique. Cette initiative favorise à l'échelle nationale le secteur environnemental réduisant les émissions des gaz polluants produit par les hydrocarbures. De plus, grâce à son partenariat avec l'Union Européenne, la Jordanie est devenue, fin 2011, membre de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) qui a ouvert un bureau à Amman le 25 avril 2012.

Les investissements de la BERD en Jordanie s'élèvent à 552 millions d'euros (22 projets au total, notamment dans les domaines de l'eau, des énergies renouvelables et du soutien aux entreprises). La Jordanie a obtenu le statut de pays d'opération le 4 novembre 2013 qui permet aux acteurs publics et privés jordaniens de bénéficier des financements de la Banque.

En conclusion, grâce aux réformes entreprises par le gouvernement de Jordanie et à son partenariat avec l'Union européenne, des solutions alternatives à l'exportation et à la consommation d'énergie hydrocarbures pour satisfaire les besoins des futures métropoles ont été créées. Ces solutions permettent une durabilité économique et environnementale : « des énergies renouvelables ». Cependant, notre communication souligne les enjeux sociaux des politiques énergétiques. Cette réforme fait augmenter les prix de l'électricités en Jordanie, ce qui provoque une hausse de la notamment dans la pauvreté urbaine